

NOUVELLE CONVENTION COLLECTIVE
NATIONALE DES VINS, CIDRES, JUS DE FRUITS,
SIROPS, SPIRITUEUX ET LIQUEURS DE FRANCE DU
15 MARS 2013

IDCC 493

Brochure 3029

TEXTE INTÉGRAL

16/07/2025





Sommaire



Convention collective nationale des vins, cidres, jus de fruits, sirops, spiritueux et liqueurs de France du 13 février 1969. Etendue par arrêté du 1er juin 1973 JONC 2 septembre 1973.

Clauses communes

Déclaration préliminaire	1
Objet et champ d'application	1
Durée de la convention	1
Révision	1
Dénonciation	2
Conventions et accords antérieurs	2
Principes préliminaires aux dispositions sur le dialogue social et les institutions représentatives du personnel	2
Liberté d'opinion et liberté syndicale	2
Exercice du droit syndical	2
Evolution professionnelle	4
Panneaux d'affichage	4
Elections professionnelles	5
Délégation unique du personnel	6
Délégués du personnel	6
Comité d'entreprise	8
Comité central d'entreprise	8
Hygiène, sécurité et conditions de travail	9
Règlement intérieur	9
Commission paritaire de validation des accords conclus dans les entreprises de moins de 200 salariés dépourvues de délégués syndicaux	9
Embauchage - Période d'essai	10
Absences fortuites	11
Absences pour maladie et accident	11
Garantie de salaire en cas de maladie, accident	11
Régime de prévoyance	12
Rupture du contrat de travail - Procédure préalable - Préavis (1)	12
Indemnité de licenciement	13
Allocation de départ en retraite	13
Saisonniers	13
Travail à temps partiel choisi	13
Personnel temporaire	15
Certificat de travail	15
Durée et aménagement du temps de travail	15
Compte d'épargne temps	19
Travail du dimanche et des jours fériés	21
Jours fériés	21
Travail de nuit	21
Travail ininterrompu	21
Raïraïchissement	21
Congés payés	21
Autorisations d'absence pour événements de famille	22
Classifications et salaires	22
Garanties résultant de la mensualisation	23
Gratification	23
Jeunes travailleurs	24
Travail des femmes, maternité, adoption, congé parental d'éducation	24
Travailleurs handicapés	25
Bulletin de paie	25
Régime complémentaire de retraite	25
Formation et perfectionnement professionnels	25
Conciliation	25
Date d'application	26
Dépôt aux prud'hommes	26
Adhésions ultérieures	26

Nouvelle convention collective nationale des vins, cidres, jus de fruits, sirops, spiritueux et liqueurs de France du 15 mars 2013

Préambule	26
Chapitre Ier Dispositions générales	26
Chapitre II Dialogue social	29
Chapitre III Exécution du contrat de travail	38
Chapitre IV Organisation et durée du travail	53
Chapitre V Emploi	63
Chapitre VI Formation professionnelle	71
Différents dispositifs d'accès à la formation	71
Dialogue social dans l'entreprise et formation professionnelle	77
Financement de la formation professionnelle	78
Branche et formation professionnelle	79
Chapitre VII Classifications	81
Chapitre VIII Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes	91
Chapitre IX Salaires minima professionnels	94
Annexes	95
Annexe I (Avenant n° 16 du 22 février 2012)	95
Annexe III Guide de la fonction tutorale du 18 décembre 2007	95
Textes Attachés	98

Avenant n° 7 du 19 novembre 1973 relatif à la mensualisation	98
Préambule	98
Accord du 27 juin 1988 relatif à la durée et à l'aménagement du temps de travail	98
Accord du 30 octobre 1996 relatif à l'organisation du temps de travail (durée - aménagement)	98
Annualisation du temps de travail - Modulation de type III	99
Compte épargne temps	100
Accord du 14 février 1985 relatif à la formation professionnelle	101
Nature et ordre de priorité des actions de formation	101
Reconnaissance des qualifications et des connaissances acquises du fait d'actions de formation	101
Moyens reconnus aux délégués syndicaux et aux membres des comités d'entreprise pour l'accomplissement de leur mission dans le domaine de la formation	101
Accueil et insertion professionnelle des jeunes dans l'entreprise	102
Durée, conditions d'application de l'accord et périodicité des négociations ultérieures	102
Annexe II bis : Introduction des nouvelles technologies - Accord du 27 juin 1988	103
Champ d'application	103
Introduction de nouvelles technologies	103
Information et consultation du comité d'entreprise	103
Information et consultation du comité d'hygiène de sécurité et des conditions de travail	103
Obligation de discrétion et de secret	103
Plan d'adaptation	103
Formation et nouvelles technologies	103
Réorganisation du travail avec de nouvelles technologies	103
Information du personnel	104
Annexe I : Ingénieurs et cadres - Accord du 11 juin 1969	104
Chapitre Ier	104
Objet et champ d'application	104
Exercice du droit syndical	105
Embauchage - Période d'essai	105
Absences pour maladie et accident (remplacement)	106
Maladies et accidents	106
Préavis	106
Indemnité de congédiement	107
Clauses communes	107
Allocation de départ en retraite.	107
Durée du travail - Heures supplémentaires	107
Travail du dimanche et des jours fériés	108
Travail de nuit	108
Congés payés	108
Autorisations d'absence pour événements de famille	108
Travail des femmes, maternité, adoption, congé parental d'éducation	108
Régime complémentaire de retraite	108
Formation et perfectionnement professionnels	108
Conciliation	109
Chapitre II	109
Information et concertation	109
Evolution de carrière	109
Déplacements	109
Déplacements de longue durée	109
Mutation - Changement de résidence	110
Travail à l'étranger	110
Ancienneté	110
Rémunérations	110
Salaires	111
Chapitre III : Classification des emplois applicables aux cadres et ingénieurs	111
Commission nationale de conciliation des litiges individuels	114
Règlement intérieur - Accord du 11 juin 1969	114
Annexe II : Problèmes de l'emploi - Accord du 27 juillet 1987	115
Préambule	115
Titre Ier : Information et consultation sur les projets de licenciements pour raisons économiques	116
Titre II : Mesures d'accompagnement	117
Accord du 19 juillet 2002 relatif au travail de nuit (annexe II ter)	118
Préambule	118
Champ d'application	118
Travailleur de nuit et travail de nuit	119
Limitation du recours au travail de nuit	119
Contreparties au travail de nuit	119
Durée du travail de nuit	119
Garanties et protection	120
Egalité professionnelle entre les hommes et les femmes	120
Formation professionnelle	120
Accords d'entreprise antérieurs	120
Dispositions diverses	120
Date d'application - Durée	120
Annexe III : Ouvriers - Accord du 11 décembre 1969	120
Classifications	120
*Catégorie * Personnel de livraison *	120

Classification des emplois des ouvriers et employés	121
Chapitre Ier : Définition des niveaux et des échelons	121
Chapitre II : Filières des emplois de la catégorie 'ouvriers' Exemples de postes repères caractéristiques (1) (1) Ces exemples de postes repères sont donnés à titre indicatif et non exhaustif	122
En conséquence, dans une filière donnée, le fait qu'un ou plusieurs niveaux et/ou un ou plusieurs échelons ne soient pas repris, ne signifie pas qu'il ne puisse y avoir dans l'entreprise d'emplois correspondant à ces niveaux et échelons	122
Chapitre III : Filières des emplois de la catégorie 'Employés' Exemples de postes repères caractéristiques (1) (1) Ces exemples de postes repères sont donnés à titre indicatif et non exhaustif	123
En conséquence, dans une filière donnée, le fait qu'un ou plusieurs niveaux et/ou un ou plusieurs échelons ne soient pas repris ne signifie pas qu'il ne puisse y avoir dans l'entreprise d'emplois correspondant à ces niveaux et échelons	123
Avenant n° 2 du 21 avril 1971 à la l'annexe III relative au classement du personnel de livraison	126
Annexe IV : Salaires minima professionnels - Accord du 11 décembre 1969	127
Annexe V : Agents de maîtrise et agents techniques - Accord du 2 janvier 1970	127
Chapitre Ier : Agents de maîtrise et agents techniques	127
Objet et champ d'application	127
Embauchage - Période d'essai	128
Garantie de salaire en cas de maladie ou d'accident	129
Rupture du contrat de travail - Délai de préavis (1)	129
Indemnité de licenciement (1)	129
Allocation de départ en retraite	130
Durée du travail - Heures supplémentaires	130
Congés payés	130
Autorisations d'absence pour événement de famille	131
Travail des femmes, maternité, adoption, congé parental d'éducation	131
Retraite complémentaire	131
Formation et perfectionnement professionnels	131
Conciliation	131
Chapitre II : Agents de maîtrise	132
Evolution de carrière	132
Ancienneté	132
Déplacements	132
Travail à l'étranger	132
Chapitre III : Classification des emplois applicables aux agents de maîtrise et agents techniques	132
Accord du 31 janvier 1994 relatif à la classification des emplois et aux salaires minima professionnels	134
Première partie : Dispositions générales	135
Champ d'application	135
Définition des niveaux et des échelons	135
Deuxième partie : Classification des emplois du personnel ouvrier et employés	135
Troisième partie : Classification des emplois du personnel agents de maîtrise et agents techniques	135
Quatrième partie : Classification des emplois du personnel cadres et ingénieurs	135
Cinquième partie : Modalités de mise en application de l'accord et de résolution des litiges	135
Modalités pratiques	135
Résolution des litiges	136
Date d'application	136
Sixième partie : Salaires minima professionnels	136
Septième partie : Adaptation de diverses dispositions conventionnelles	136
Accord du 20 mai 1997 relatif à l'adaptation de l'accord national interprofessionnel modifié du 6 septembre 1995 (Modifié par l'accord national interprofessionnel du 19 décembre 1996) et complétant l'article 31 (indemnité de départ à la retraite) et les annexes I et V	136
Section 1 : Adaptation de l'accord national interprofessionnel du 6 septembre 1995 modifié relatif au développement de l'emploi en contrepartie de la cessation d'activité de salariés totalisant 160 trimestres et plus de cotisations aux régimes de base d'assurance vieillesse	136
Information des salariés	136
Modalités du départ en retraite	137
Régimes sociaux	137
Contrepartie d'embauches	137
Durée	137
Section 2 : Modification de l'article 31 (indemnité de départ à la retraite) de la convention collective nationale et des annexes I (cadres) et V (agents de maîtrise et techniciens)	137
Indemnité de départ à la retraite	137
Accord du 5 février 1999 relatif à l'aménagement et réduction du temps de travail	137
Titre Ier : Modification de l'article 34 de la convention collective nationale	137
Titre II : Dispositions spécifiques au personnel d'encadrement	138
Titre III : Dérogations à certaines dispositions conventionnelles	138
Titre IV : Modification de certaines dispositions de la convention collective nationale	138
Titre V : Travail à temps partiel	138
Titre VI : Dispositions diverses	139
Adhésion des entreprises du négoce en vins à INTERGROS - Accord du 22 février 1999	139
Adhésion à Intergros	139
Champ d'application	139
Versement des contributions affectées aux contrats	139
Du plan de formation des entreprises	139
Du capital de temps de formation	140
Du certificat de qualification professionnelle (CQP)	140
Du développement de l'apprentissage	140
De la mutualisation élargie des contributions des entreprises au titre du plan de formation	140
Durée	140
Accord du 1 février 2000 relatif aux objectifs et aux moyens de la formation professionnelle continue dans le commerce en gros de vins et spiritueux	140

Champ d'application	140
De la commission paritaire pour la formation professionnelle	141
Adhésion à Intergros	141
Versement des contributions affectées aux contrats d'insertion en alternance	141
Du plan de formation des entreprises employant moins de 10 salariés	141
Du plan de formation des entreprises employant au minimum 10 salariés	141
Du capital de temps de formation	141
De la mutualisation élargie des contributions des entreprises au titre du plan de formation	142
Du développement de l'apprentissage	142
Du certificat de qualification professionnelle (CQP)	142
Du remplacement des salariés en formation	142
Durée	142
Avenant n° 39 du 15 février 2000 relatif au champ d'application	142
Champ d'application	142
Application	142
Accord professionnel du 7 septembre 2000 relatif aux certificats de qualification professionnelle	142
Titre Ier : Dispositions générales	143
Titre II : Des certificats de qualification professionnelle	143
Titre III : De la négociation paritaire	144
Pré-annexe	145
Règles générales sur la mise en place des certificats de qualification professionnelle	145
Annexe n° 1	146
Certificat de qualification professionnelle	146
Conducteur de machine	146
Activité de conditionnement de boissons	146
Annexe n° 2	148
Certificat de qualification professionnelle	148
Animateur d'équipe en production	148
Activité de conditionnement de boissons	148
Annexe n° 3	150
Certificat de qualification professionnelle Conducteur de ligne d'embouteillage (activité de conditionnement de boissons)	150
Accord du 9 janvier 2000 relatif aux salaires minima et au régime de prévoyance	152
Titre IV : Forfaits ' cadres ' et ' salariés itinérants non cadres '	152
Accord du 19 avril 2001 relatif aux forfaits cadres	152
Préambule	152
Titre Ier : Personnels visés	152
Salariés itinérants non cadres	153
Titre II : Forfaits	153
Forfait annuel en heures	153
Forfait annuel en jours	153
Titre III : Modalités d'application	154
Avenant n° 1 du 30 octobre 2001 à l'accord du 9 janvier 2001 portant diverses dispositions en matière de salaires minima professionnels, de prévoyance sociale, d'information des salariés et de relance de la négociation collective	154
Article unique Prévoyance	154
Avenant n° 2 du 13 juin 2002 à l'accord modifié du 9 janvier 2001 relatif aux salaires et prévoyance	154
Avenant n° 1 du 22 octobre 2002 à l'annexe III	154
Avenant n° 1 bis du 22 octobre 2002 à l'annexe III	154
Avenant n° 1 du 22 octobre 2002 à l'accord relatif au financement de la formation professionnelle du 23 décembre 1998	155
Lettre de dénonciation du conseil national des industries et commerces en gros des vins, cidres, spiritueux, sirops, jus de fruits et boissons diverses des dispositions des 5 premiers alinéas du point II de l'article 34 de la convention collective de la convention collective Lettre de dénonciation du 25 février 2004	155
Accord du 21 février 2005 relatif à des correctifs	155
Avenant n° 56 du 10 février 2005 relatif à l'allocation retraite des cadres	155
Durée - Application	155
Avenant n° 42 du 10 février 2005 relatif à l'indemnité de licenciement et indemnité de retraite	156
Modification de l'article 30 ' Indemnité de licenciement '	156
Modification de l'article 31 ' Allocation de départ en retraite '	156
Durée - Application	156
Avenant n° 23 du 10 février 2005 relatif à l'allocation de départ en retraite pour les agents de maîtrise et agents techniques (annexe V)	156
Durée - Application	156
Accord du 12 mai 2005 relatif à la fixation du contingent conventionnel d'heures supplémentaires	156
Exposé des motifs	156
Avenant n° 1 du 19 mai 2005 à l'accord du 26 mai 2000 portant création et reconnaissance des CQP	157
Correctif du 30 mai 2005 à l'accord formation professionnelle du 12 mai 2005	157
Avenant n° 43 du 20 janvier 2006 relatif au relèvement du contingent conventionnel d'heures supplémentaires	157
Exposé des motifs	157
Avenant n° 43 bis du 18 juillet 2006 relatif à l'interprétation de l'article 3 de l'accord du 20 janvier 2006	158
Accord du 18 décembre 2007 portant création de l'annexe I à l'accord du 12 mai 2005 relatif à la formation professionnelle (art. 12.4)	158
Avenant n° 44 du 5 août 2008 relatif au compte épargne-temps	162
Avenant n° 24 du 14 mai 2009 à l'annexe V relatif à l'embauchage et à la période d'essai	163
Avenant n° 45 du 14 mai 2009 relatif à l'embauchage et à la période d'essai	164
Avenant n° 57 du 14 mai 2009 à l'annexe I relatif à l'embauchage et à la période d'essai	165
Accord du 27 août 2009 relatif à l'emploi des seniors	165
Préambule	166
Définition de la notion de seniors	166

Objectif chiffré en termes de maintien dans l'emploi des seniors	166
Domaines d'action en faveur des seniors	166
Indicateurs chiffrés	168
Suivi de l'accord	169
Durée et portée de l'accord	169
Formalités et entrée en vigueur	169
Avenant n° 1 du 3 décembre 2009 à l'accord du 27 août 2009 relatif à l'emploi des seniors	169
Avenant n° 46 du 20 octobre 2010 relatif au dialogue social et aux institutions représentatives du personnel	169
Annexe	178
Accord du 12 novembre 2015 relatif à la formation professionnelle tout au long de la vie	179
Accord du 14 avril 2016 relatif à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes	189
Adhésion par lettre du 25 octobre 2016 de la CSFV CFTC aux accords du 1er avril 2015 relatifs aux régimes de prévoyance et de complémentaire frais de santé	192
Avenant du 15 novembre 2016 portant révision des articles III.24 et III.25 du chapitre III de la convention	192
Préambule	193
Adhésion par lettre du 16 avril 2018 de la FGA CFDT aux accords du 1er avril 2015 relatifs au régime de prévoyance et au régime complémentaire	195
Avenant du 5 juillet 2018 relatif à la mise en place de la CPPNI	195
Préambule	195
Avenant du 1er février 2019 relatif à l'emploi saisonnier	197
Préambule	197
Accord du 9 octobre 2020 relatif au régime complémentaire frais de santé	199
Préambule	199
Accord du 9 octobre 2020 relatif au régime de prévoyance	205
Préambule	205
Accord du 17 septembre 2021 relatif à l'activité partielle de longue durée	210
Préambule	210
Annexe	214
Accord du 17 septembre 2021 relatif au dispositif de reconversion ou promotion par alternance (Pro-A)	216
Préambule	216
Annexes	218
Avenant du 27 janvier 2023 relatif à la révision de l'article III.3 « Gratification » de la convention collective	222
Préambule	222
Dénonciation par lettre du 5 septembre 2023 de l'avenant du 1er janvier 1994 de la CNVS applicable au personnel des activités d'élaboration et de négoce du cognac et l'accord du 15 avril 2022 sur les salaires de référence des chais de cognac 2022	222
Avenant n° 1 du 29 mars 2024 à l'accord du 9 octobre 2020 relatif au régime de prévoyance	223
Préambule	223
Avenant n° 1 du 29 mars 2024 à l'accord du 9 octobre 2020 relatif à un régime de complémentaire frais de santé	224
Préambule	224
Annexe	225
Accord du 28 juin 2024 relatif à la reconnaissance d'une catégorie objective de salariés pour la protection sociale complémentaire	227
Préambule	227
Accord tripartite du 4 décembre 2024 relatif aux catégories objectives de salariés pour des garanties de protection sociale complémentaire	228
Préambule	228
Annexe	229
Accord de méthode du 21 février 2025 relatif à la révision des classifications	229
Préambule	229
Textes Salaires	230
Accord du 1 juin 2006 relatif aux salaires	230
Avenant n° 10 bis du 12 octobre 2006 relatif aux salaires	231
Salaires à compter du 1er décembre 2006 (Annexe IV) (1)	231
Avenant du 12 juin 2007 relatif aux salaires minima pour l'année 2007	231
Préambule	231
Annexe	232
Avenant n° 11 du 18 décembre 2007 relatif aux salaires et aux écarts hiérarchiques (1)	232
Avenant du 4 mars 2008 relatif aux salaires minima pour l'année 2008	232
Annexe	233
Avenant n° 12 du 5 août 2008 relatif aux salaires minima au 1er septembre 2008	233
Procès-verbal de désaccord du 28 avril 2009 relatif la négociation salariale de 2009	233
Avenant n° 13 du 17 juillet 2009 relatif aux salaires au 1er juillet 2009	235
Avenant n° 14 du 25 octobre 2010 relatif aux salaires au 1er octobre 2010	236
Avenant n° 15 du 4 mai 2011 relatif aux salaires minima au 1er avril 2011	236
Accord du 10 novembre 2011 relatif aux salaires minima au 1er octobre 2011	236
Avenant n° 16 du 22 février 2012 relatif aux salaires au 1er avril 2012	237
Accord du 9 décembre 2013 relatif aux salaires minima au 1er janvier 2014	238
Avenant n° 17 du 12 février 2014 relatif aux salaires minima au 1er avril 2014	238
Accord du 4 février 2015 relatif aux salaires minima au 1er février 2015	239
Accord du 16 décembre 2015 relatif aux salaires minima au 1er janvier 2016	240
Avenant N° 18 du 27 janvier 2016 relatif aux salaires minima au 1er février 2016	240
Accord du 30 janvier 2017 relatif aux salaires minima au 1er février 2017	241
Avenant n° 19 du 15 février 2017 relatif aux salaires minima au 1er février 2017	242
Avenant n° 20 du 7 mars 2018 relatif aux salaires minima au 1er mars 2018	242
Préambule	242
Accord du 19 mars 2018 relatif aux salaires minima au 1er mars 2018	243
Avenant n° 21 du 8 février 2019 relatif aux salaires minima conventionnels au 1er février 2019	244
Préambule	244

Accord du 6 mars 2019 relatif aux salaires de référence des chais de cognac au 1er mars 2019	244
Accord du 18 mars 2020 relatif aux salaires de référence des chais de Cognac au 1er juin 2020	245
Avenant n° 22 du 19 mars 2021 relatif aux salaires minima conventionnels au 1er mars 2021	246
Préambule	246
Avenant n° 23 du 22 octobre 2021 relatif aux salaires minima conventionnels	247
Préambule	247
Avenant n° 24 du 4 février 2022 relatif aux salaires au 1er février 2022	248
Préambule	248
Avenant n° 25 du 13 mai 2022 relatif aux salaires à compter du 1er mai 2022	249
Préambule	249
Avenant n° 26 du 30 septembre 2022 relatif aux salaires minima conventionnels	250
Préambule	250
Avenant n° 27 du 27 janvier 2023 relatif aux salaires minima conventionnels	251
Préambule	251
Avenant n° 28 du 13 juin 2023 relatif aux salaires	252
Préambule	252
Avenant n° 29 du 16 février 2024 relatif aux salaires minima conventionnels	253
Préambule	253
Avenant n° 30 du 13 décembre 2024 relatif aux salaires minima conventionnels	254
Préambule	254
Accord du 7 septembre 2009 relatif au fonds paritaire de sécurisation des parcours professionnels	255
<i>Préambule</i>	256
<i>Annexe</i>	256
Accord professionnel du 18 décembre 2018 relatif à l'OPCO (OCAPIAT)	257
<i>Préambule</i>	257
<i>Annexe</i>	261
Statuts	261
<i>Textes Attachés</i>	265
Adhésion par lettre du 16 juillet 2019 de la FNSPF à l'accord du 18 décembre 2018	265
Adhésion par lettre du 8 février 2022 du SNBI à l'accord constitutif de l'opérateur de compétences OCAPIAT du 18 décembre 2018	265
Textes parus au JORF	JO-1
Nouveautés	NV-1
<i>Avenant du 15 novembre 2016</i>	NV-1
<i>Avenant n° 19</i>	NV-3
<i>Avenant n° 2 du 5 juillet 2018</i>	NV-4
<i>Avenant n° 2 du 5 juillet 2018</i>	NV-4
<i>Accord article b.148 CDD saisonniers (25 septembre 2018)</i>	NV-5
<i>Accord désignation de l'opérateur de compétences (OPCO) (13 décembre 2018)</i>	NV-6
<i>Accord inaptitude et conge de formation syndicale (31 janvier 2019)</i>	NV-6
<i>Accord prime de fin d'annee (8 février 2019)</i>	NV-7
<i>Accord droit syndical (5 juillet 2019)</i>	NV-8
<i>Décision n° 397152 du 31 décembre 2019 du Conseil d'Etat statuant au contentieux</i>	NV-13
<i>Accord barèmes des salaires (5 mars 2020)</i>	NV-13
<i>Accord maxima spécifique modulation congés COVID (19 mars 2020)</i>	NV-14
<i>Accord prise de congés payes COVID (10 avril 2020)</i>	NV-14
<i>Accord tripartite modifiant diverses dispositions (20 novembre 2020)</i>	NV-15
<i>Accord calcul prime COVID APLD (11 mars 2021)</i>	NV-17
<i>Accord barèmes des salaires au 1er janvier 2021 (11 mars 2021)</i>	NV-17
<i>Accord bareme des salaires tripartites 2022 (2 février 2022)</i>	NV-18
<i>Accord prevision reunion coefficient taux horaire (2 février 2022)</i>	NV-19
<i>Accord salaires janvier 2024 (30 janvier 2024)</i>	NV-19
Liste des sigles	SIG-1
Liste thématique	THEM-1
Liste chronologique	CHRO-1
Index alphabétique	ALPHA-1

Convention collective nationale des vins, cidres, jus de fruits, sirops, spiritueux et liqueurs de France du 13 février 1969. Etendue par arrêté du 1er juin 1973 JONC 2 septembre 1973.

Signataires	
Organisations patronales	Confédération nationale des industries et commerces en gros des vins, cidres, jus de fruits, sirops, spiritueux et liqueurs de France ; Union nationale des producteurs et distributeurs de jus de fruits et de légumes ;
Organisations de salariés	Fédérations syndicales de l'alimentation rattachées à la C.G.T., la C.F.D.T., la C.G.T.-F.O. et la C.G.C.
Organisations adhérentes	Fédération nationale des boissons (adhésion par lettre du 2 juillet 1991). Bureau national interprofessionnel du cognac (BNIC), 23, allées du Champ-de-Mars, B.P. 18, 16101 Cognac Cedex, par lettre du 30 août 2000 (BO CC 2000-36).
Organisations dénonçantes	Conseil national des industries et commerces en gros des vins, cidres, jus de fruits, sirops, spiritueux et boissons diverses : dénonciation des articles 10 à 22 de la convention par lettre en date du 3 juillet 1995 (BO conventions collectives 95-30). Le conseil national des industries et commerces en gros des vins, cidres, spiritueux, sirops, jus de fruits et boissons diverses, 95, rue de Monceau, 75008 Paris dénonce les dispositions des 5 premiers alinéas du point II de l'article 34 'Durée et aménagement du temps de travail' de la convention collective nationale des vins et spiritueux du 13 février 1969 par lettre du 25 février 2004 (BO CC 2004-12). Les dispositions conventionnelles ainsi dénoncées commencent à : 'II.-Dans chaque établissement ou service de cet établissement, le contingent d'heures supplémentaires...' et se terminent à : 'au-delà de 41 heures dans les entreprises de plus de 10 salariés'.

Clauses communes

Déclaration préliminaire

Article 1er

En vigueur étendu

Modifié par Avenant n° 25 du 29-5-1984 étendu par arrêté du 29-10-1984 JONC 8-11-1984

Les questions sociales traitées par la présente convention collective nationale ou ses avenants nationaux, régionaux ou locaux sont de deux natures :

- les premières d'ordre général, et qui font l'objet de la présente convention collective, intéressent l'ensemble des établissements visés à l'article 2 ci-dessous, sur le plan national ;
- les secondes, d'ordre particulier, traitées par avenants régionaux, locaux ou d'entreprise, qui pourront adapter, compléter ou modifier, sous réserve des dispositions des articles L. 132-13 et L. 132-23 du code du travail, cette convention collective ou certaines de ses dispositions, compte tenu des conditions particulières de travail et de rémunération de la région, de la localité ou de l'entreprise, conformément aux dispositions prévues par le code du travail.

La copie des avenants régionaux ou locaux devra être transmise à la confédération nationale des vins et spiritueux, par l'organisation patronale signataire, dans les quinze jours suivant leur signature.

Objet et champ d'application

Article 2

En vigueur étendu

Modifié par Avenant n° 36 du 1-12-1994 BO Conventions collectives 95-1 étendu par arrêté du 31-3-1995 JORF 25-4-1995.

La présente convention collective, conclue notamment dans le cadre du titre troisième du livre premier du code du travail, règle sur le territoire métropolitain les rapports entre employeurs et salariés travaillant dans des établissements :

- dont l'activité ressortit aux 'groupes' suivants identifiés par les quatre composantes du 'code A.P.E.' et par leur dénomination selon la nomenclature d'activités instaurée par le décret du 2 octobre 1992 (1) :
- 15.9G. Vinification (négociants vinificateurs, activité principale non agricole).
- 15.9L. Production d'autres boissons fermentées (production de vins aromatisés ; de vins doux naturels).
- 15.9D. Production d'alcool éthylique.
- 15.9A. Production d'eaux-de-vie naturelles.
- 15.9B. Fabrication de spiritueux.
- 15.9F. Champagnisation.
- 15.9J. Cidrie.
- 15.3C. Préparation de jus de fruits et de légumes.
- 15.9T. Production de boissons rafraîchissantes (en ce qui concerne les sirops, les boissons aux fruits et aux jus de fruits).
- 15.3J. Commerce de gros de boissons alcoolisées, autres que les bières (établissements dont le code de risque 'accidents du travail' attribué par la caisse d'assurance maladie est 51.3 JA).
- et appartenant à des entreprises adhérentes au : Conseil national des industries et commerces en gros des vins, cidres, spiritueux, sirops, jus de fruits, et boissons diverses.

Les établissements à activités multiples relèvent de la convention collective

applicable à l'activité principale.

Les clauses de la présente convention concernent les salariés des établissements entrant dans le champ d'application défini ci-dessus, même si ces salariés ne ressortissent pas directement par leurs activités aux rubriques ci-dessus mentionnées.

Des annexes relatives, respectivement aux agents de maîtrise d'une part, et aux cadres d'autre part, seront élaborées sans que soient remises en cause les dispositions de la présente convention collective, commune à tous les salariés.

En raison de la spécificité de leur fonction, les dispositions de la présente convention collective et de ses annexes ne sont pas applicables aux représentants de commerce statutaires (V.R.P.). Cette catégorie de personnel relève, le cas échéant, des accords interprofessionnels (2) qui lui sont propres tant que ces derniers restent en vigueur.

Les parties signataires conviennent de demander ensemble, dès la signature de la présente convention, son extension par arrêté ministériel afin de la rendre également obligatoire dans les établissements entrant dans son champ d'application professionnel et territorial mais ne relevant pas de la confédération nationale des industries et des commerces en gros des vins, cidres, jus de fruits, sirops, spiritueux et liqueurs de France (3) ou de l'union nationale des producteurs et distributeurs de jus de fruits lors de la signature.

(1) Lorsque des incertitudes ou des confusions sont à craindre, cette identification est complétée par l'indication du numéro de risque 'accident du travail' attribué par la caisse d'assurance maladie.

(2) Notamment convention collective nationale interprofessionnelle du 3 octobre 1975.

(3) Conseil national des industries et commerces en gros des vins, cidres, spiritueux, sirops, jus de fruits et boissons diverses depuis le 1er juillet 1985.

Durée de la convention

Article 3

En vigueur étendu

La présente convention est conclue pour une durée d'un an à compter du 1er janvier 1969.

Elle se poursuivra ensuite d'année en année par tacite reconduction, sauf dérogation dans les conditions prévues à l'article 5 ci-après.

Révision

Article 4

En vigueur non étendu

Modifié par Avenant n° 40 du 9-1-2001 BOCC 2001-9.

Chaque partie signataire peut demander la révision de la présente convention et, le cas échéant, de ses annexes, dans le courant du mois d'avril et d'octobre de chaque année. Toute demande devra être portée par lettre recommandée avec accusé de réception à la connaissance des autres parties contractantes ; elle devra comporter l'indication des points dont la révision est demandée et des propositions formulées en remplacement. Les discussions devront commencer au plus tard dans le délai d'un mois suivant la date de réception de la lettre de notification.

Pendant toute la durée de la discussion paritaire les parties s'engagent à ne pas dénoncer la présente convention.

Lorsque les négociations ont abouti à la signature d'un accord applicable à l'entreprise, l'employeur en informera les salariés par voie d'affichage dans le mois qui suit ladite signature. Cette information sera réalisée selon les modalités prévues à l'article R. 135-1 du code du travail et comportera la liste des signataires de l'accord.

Aucune demande de révision ne pourra cependant intervenir dans les six semaines qui suivent la présente révision.



Liste thématique

Theme	Titre	Article	Page
Accident du travail	Absences pour maladie et accident (Convention collective nationale des vins, cidres, jus de fruits, sirops, spiritueux et liqueurs de France du 13 février 1969. Etendue par arrêté du 1er juin 1973 JONC 2 septembre 1973.)	Article 26	11
	Absences pour maladie et accident (Convention collective nationale des vins, cidres, jus de fruits, sirops, spiritueux et liqueurs de France du 13 février 1969. Etendue par arrêté du 1er juin 1973 JONC 2 septembre 1973.)	Article 26	11
	Accident du travail, maladie professionnelle (dispositions communes) (Nouvelle convention collective nationale des vins, cidres, jus de fruits, sirops, spiritueux et liqueurs de France du 15 mars 2013)	Article III.8.3	42
	Garantie de salaire en cas de maladie ou d'accident (Annexe V : Agents de maîtrise et agents techniques - Accord du 2 janvier 1970)	Article 27	129
	Garantie de salaire en cas de maladie, accident (Convention collective nationale des vins, cidres, jus de fruits, sirops, spiritueux et liqueurs de France du 13 février 1969. Etendue par arrêté du 1er juin 1973 JONC 2 septembre 1973.)	Article 27 (1)	11
	Garantie de salaire en cas de maladie, accident (dispositions spécifiques aux ouvriers et employés) (Nouvelle convention collective nationale des vins, cidres, jus de fruits, sirops, spiritueux et liqueurs de France du 15 mars 2013)	Article III.8.3	
	Garantie incapacité temporaire totale de travail (Accord du 9 octobre 2020 relatif au régime de prévoyance)	Article 27	
	Maladies et accidents (Annexe I : Ingénieurs et cadres - Accord du 11 juin 1969)	Article 27	
	Préavis (Annexe I : Ingénieurs et cadres - Accord du 11 juin 1969)	Article 28	
	Régime de prévoyance (dispositions spécifiques aux ouvriers et employés, agents de maîtrise et agents techniques (1)) (Nouvelle convention collective nationale des vins, cidres, jus de fruits, sirops, spiritueux et liqueurs de France du 15 mars 2013)	Article III.8.3	
Arrêt de travail, Maladie	Absences fortuites (Convention collective nationale des vins, cidres, jus de fruits, sirops, spiritueux et liqueurs de France du 13 février 1969. Etendue par arrêté du 1er juin 1973 JONC 2 septembre 1973.)	Article 26	
	Absences pour maladie et accident (Convention collective nationale des vins, cidres, jus de fruits, sirops, spiritueux et liqueurs de France du 13 février 1969. Etendue par arrêté du 1er juin 1973 JONC 2 septembre 1973.)	Article 26	
	Absences pour maladie et accident (remplacement) (Annexe I : Ingénieurs et cadres - Accord du 11 juin 1969)	Article 26	
	Absences pour maladie et accident de trajet (dispositions spécifiques aux cadres) (Nouvelle convention collective nationale des vins, cidres, jus de fruits, sirops, spiritueux et liqueurs de France du 15 mars 2013)	Article III.8.3	
	Absences pour maladie et accident de trajet (dispositions spécifiques aux ouvriers, employés, agents de maîtrise et agents techniques) (Nouvelle convention collective nationale des vins, cidres, jus de fruits, sirops, spiritueux et liqueurs de France du 15 mars 2013)	Article III.8.3	
	Garantie de salaire en cas de maladie ou d'accident (Annexe V : Agents de maîtrise et agents techniques - Accord du 2 janvier 1970)	Article 27	
	Garantie de salaire en cas de maladie, accident (Convention collective nationale des vins, cidres, jus de fruits, sirops, spiritueux et liqueurs de France du 13 février 1969. Etendue par arrêté du 1er juin 1973 JONC 2 septembre 1973.)	Article 27	
	Garantie de salaire en cas de maladie, accident (dispositions spécifiques aux ouvriers et employés) (Nouvelle convention collective nationale des vins, cidres, jus de fruits, sirops, spiritueux et liqueurs de France du 15 mars 2013)	Article III.8.3	
Champ d'application			
Chômage			
Clause de concurrence			

Liste chronologique

NOUVELLE CONVENTION COLLECTIVE
NATIONALE DES VINS, CIDRES, JUS DE FRUITS,
SIROPS, SPIRITUEUX ET LIQUEURS DE FRANCE DU
15 MARS 2013

IDCC 493

Brochure 3029

SYNTHÈSE

16/07/2025

Remarques

I. Signataires

a. Organisations patronales

b. Syndicats de salariés

c. Dénonciation

II. Champ d'application

a. Champ d'application professionnel

b. Champ d'application territorial

III. Contrat de travail - Essai

a. Contrat de travail

i. Salariés à temps partiel choisi

ii. Agents de maîtrise

iii. Cadres

iv. CDD saisonniers

b. Période d'essai

i. Durée de la période d'essai

ii. Préavis de rupture pendant l'essai

iii. Saisonniers

c. Ancienneté - dispositions applicables aux cadres, agents de maîtrise et agents de service

d. Clause de non-concurrence - dispositions applicables aux cadres, agents de maîtrise et agents de service

IV. Classification

a. Grille de classification et définition des emplois

i. Ouvriers et employés

ii. Agents de maîtrise et agents techniques

iii. Ingénieurs et cadres

b. Emplois-repères

i. Ouvriers

ii. Employés

iii. Agents de maîtrise et agents techniques

iv. Ingénieurs et cadres

V. Salaires et indemnités

a. Salaires minima dont ceux applicables au seul personnel des activités d'élaboration du cognac

i. Salaires minima hors personnel des activités d'élaboration du cognac

ii. Salaires minima du seul personnel des activités d'élaboration du cognac

iii. Salaires minima du personnel des activités du champagne

· Prime horaire forfaitaire de vendange

· Rentrée des classes

· Prime de fin d'année

b. Jeunes travailleurs

c. Langues étrangères

i. Employés

ii. Agents de maîtrise et agents techniques

iii. Ingénieurs et cadres

d. Gratification

i. Montant

ii. Conditions d'attribution

e. Majoration pour travail du dimanche et des jours fériés

f. Garantie de rémunération en cas de reclassement d'un senior

g. Rémunération des heures d'absence pour don de sang

VI. Temps de travail, repos et congés

a. Temps de travail

i. Durée conventionnelle du travail

ii. Heures supplémentaires

iii. Aménagement du temps de travail

iv. Conventions de forfait

v. Travail de nuit

vi. Dispositif de l'activité partielle de longue durée (APLD)

b. Repos et jours fériés

i. Repos

ii. Jours fériés

c. Congés

i. Congés payés

ii. Autres congés

iii. Compte épargne-temps (CET)

VII. Déplacements professionnels

a. Déplacements

i. Agents de maîtrise

ii. Cadres

b. Déplacements de longue durée

c. Mutation - Changement de résidence

d. Travail à l'étranger (agents de maîtrise et cadres)

VIII. Formation professionnelle

a. Opérateur de Compétences (OPCO)

b. L'entretien professionnel

c. Le passeport orientation et formation

d. **Le bilan de compétences**

e. **Le compte personnel de formation (CPF) (ex DIF)**

f. **Les contrats de professionnalisation**

i. Durée du contrat de professionnalisation

ii. Rémunération minimale des bénéficiaires d'un contrat de professionnalisation

iii. Fonction tutorale

g. **Mise en oeuvre de la reconversion ou promotion par alternance (Pro-A)**

i. Les bénéficiaires et les objectifs de la reconversion ou promotion par alternance (Pro-A)

ii. Durée de la Pro-A

iii. Le tutorat

iv. liste des certifications professionnelles éligibles

h. **Liste des certificats de qualification professionnelle (CQP)**

IX. **Maladie, accident du travail, maternité**

a. **Maladie et accident du travail**

i. Garantie d'emploi

ii. Indemnisation

b. **Maternité et adoption**

i. Réduction des horaires, consultations pré et postnatales

ii. Congé de maternité

iii. Congé parental d'éducation

X. **Retraite complémentaire, prévoyance et frais de santé**

a. **Retraite complémentaire**

i. Ouvrier et employé

ii. Agents de maîtrise et agents techniques

iii. Cadres

b. **Régime de prévoyance des salariés non cadres et cadres**

i. Bénéficiaires

ii. Organismes assureurs

iii. Garanties

iv. Salaire de référence

v. Suspension, cessation des garanties

vi. Portabilité

vii. Cotisations

c. **Garantie frais de santé**

i. Organismes assureurs

ii. Bénéficiaires

iii. Prestations maladie-chirurgie-maternité

iv. Cotisations

v. Suspension, cessation des garanties

vi. Portabilité

XI. **Rupture du contrat**

a. **Préavis de démission ou de licenciement**

i. Durée du préavis de démission ou de licenciement

ii. Heures de liberté pour recherche d'emploi

b. **Indemnité de licenciement**

i. Indemnité de licenciement des ouvriers et employés

ii. Indemnité de licenciement des agents de maîtrise et agents techniques

iii. Indemnités de licenciement des cadres

iv. indemnités de licenciement pour le personnel relevant de la CCR du Champagne

c. **Certificat de travail**

d. **Dispositions spécifiques complémentaires pour le personnel relevant de la CCR du Champagne**

e. **Retraite**

i. Départ à la retraite

ii. Mise à la retraite

Remarques

Pour vous permettre de savoir à qui et quand doit-on appliquer les dispositions, par principe, sauf disposition contraire, par application des dispositions légales :

- les accords doivent être appliqués par les adhérents des organisations patronales signataires à *partir du jour qui suit leur dépôt (quand elle est renseignée, nous indiquons la date). Le texte concerné sera reproduit en italique.*
- lorsque l'accord nécessite un agrément, seul son obtention rend opposable le texte aux adhérents des organisations patronales signataires. La référence de l'agrément sera alors mentionnée.
- les non adhérents doivent appliquer le contenu de l'accord au lendemain de la publication au JORF de son arrêté d'extension. Le texte concerné sera reproduit en caractère droit.

Pour optimiser l'efficacité de la portée des alertes, y seront mentionnées, pour les accords non étendus, le ou les organisations patronales signataires à la suite du terme « signataire ».

En application de l'article L2261-23-1 du Code du travail, pour les entreprises de moins de 50 salariés, les accords ou avenants ne nécessitent pas la mise en place d'un accord type proposé par la Branche ni d'adaptation spécifique pour sa mise en œuvre. Chaque accord ou avenant s'applique quel que soit l'effectif. En cas contraire, précisions seront indiquées.

La convention collective a fait l'objet d'une révision par un avenant du 15 mars 2013 non étendu à ce jour (cet avenant sera traité dans la présente synthèse au moment de son extension).

Cette CCN Vins, cidres, jus de fruits, sirops, spiritueux et liqueurs de France étendue par l'arrêté du 1^{er} juin 1973 comporte l'avenant Convention collective régionale, IDCC : 1384 – Vins de Champagne (9 juillet 1985) étendue par l'arrêté du 6 juin 1986, JORF du 28 juin 1986. Les dispositions relatives au personnel des Vins de Champagne seront détaillées ci-après.

Lettre de dénonciation du 5 septembre 2023 du signataire employeur « le Syndicat des Maisons de Cognac » dénonçant l'avenant régional de la CNVS applicable au personnel des activités d'élaboration et de négoce du cognac conclu le 1^{er} janvier 1994 qui est à consulter dans l'intégral d'EC+ et l'accord sur les salaires de référence des chais de cognac 2022 conclu le 15 avril 2022 à consulter au point salaire du personnel des activités d'élaboration du cognac ci-dessous.

I. Signataires

a. Organisations patronales

Confédération nationale des industries et commerces en gros des vins, cidres, jus de fruits, sirops, spiritueux et liqueurs de France

Union nationale des producteurs et distributeurs de jus de fruits et de légumes

Fédération nationale des boissons

Bureau national interprofessionnel du cognac (BNIC)

b. Syndicats de salariés

Fédérations syndicales de l'alimentation rattachées à la C.G.T., la C.F.D.T., la C.G.T. - F.O. et la C.G.C.

c. Dénonciation

Le Conseil national des industries et commerces en gros des vins, cidres, jus de fruits, sirops, spiritueux et boissons diverses a dénoncé :

- les articles 10 à 22 de la convention collective
- les dispositions des 5 premiers alinéas du point II de l'article 34 "Durée et aménagement du temps de travail" de la convention collective.

II. Champ d'application

a. Champ d'application professionnel

La Convention collective règle les rapports entre employeurs et salariés travaillant dans des établissements :

1/ dont l'activité ressortit aux "groupes" ayant les codes NAF (nomenclature d'activités françaises) suivants :

15.9G	Vinification (négociants vinificateurs, activité principale non agricole)
15.9L	Production d'autres boissons fermentées (production de vins aromatisés ; de vins doux naturels)
15.9D	Production d'alcool éthylique
15.9A	Production d'eaux-de-vie naturelles
15.9B	Fabrication de spiritueux
15.9F	Champagnisation

15.9J	Cidrie
15.3C	Préparation de jus de fruits et de légumes
15.9T	Production de boissons rafraîchissantes (en ce qui concerne les sirops, les boissons aux fruits et aux jus de fruits)
15.3J	Commerce de gros de boissons alcoolisées, autres que les bières

2/ et appartenant à des entreprises adhérentes au Conseil national des industries et commerces en gros des vins, cidres, spiritueux, sirops, jus de fruits, et boissons diverses.

Les dispositions de la présente convention collective et de ses annexes ne sont **pas applicables aux représentants de commerce statutaires (V.R.P.)**.

b. Champ d'application territorial

Territoire métropolitain.

III. Contrat de travail - Essai

a. Contrat de travail

i. Salariés à temps partiel choisi

Le contrat de travail des salariés à temps partiel doit comporter les mentions relatives à la rémunération, aux heures complémentaires et aux garanties collectives et individuelles des droits des salariés à temps partiel, ainsi que des précisions relatives à la révision du contrat de travail.

ii. Agents de maîtrise

◇ Engagement définitif

Tout agent de maîtrise qui a satisfait aux conditions de travail exigées pendant la période d'essai reçoit obligatoirement à l'expiration de celle-ci une lettre d'engagement définitif précisant :

- la fonction occupée et les lieux où elle s'exercera
- la classification et la position hiérarchique, par référence à la classification professionnelle
- la rémunération mensuelle et ses modalités (primes, commissions, avantages en nature, etc.)
- éventuellement, les autres clauses particulières.

L'agent de maîtrise donne par écrit son accord.

Un exemplaire de la convention collective nationale ainsi que de l'annexe V - Agents de maîtrise et agents techniques et de ses avenants est remis à l'intéressé.

◇ Modification du contrat

Toute modification de caractère individuel apportée à l'un des éléments énumérés ci-dessus fait préalablement l'objet d'une nouvelle notification écrite.

En cas de modification d'emploi comportant déclassement, l'agent de maîtrise dispose d'un mois pour faire connaître son acceptation ou son refus. A l'expiration de ce délai, il est considéré comme ayant accepté les nouvelles conditions.

iii. Cadres

◇ Engagement définitif

Tout cadre qui a satisfait aux conditions de travail exigées pendant la période d'essai reçoit obligatoirement à l'expiration de celle-ci une lettre d'engagement définitif précisant :

- la fonction occupée et les lieux où elle s'exercera
- la classification et la position hiérarchique
- la rémunération et ses modalités (primes, commissions, avantages en nature, etc.)
- éventuellement les autres clauses particulières.

Le cadre donne par écrit son accord.

Un exemplaire de la présente annexe et de la convention collective nationale doit être remis à l'intéressé.

Lorsqu'un cadre est appelé à occuper un poste dans un établissement situé hors du territoire métropolitain à la suite d'un engagement ou d'une mutation, il est établi, avant son départ, un contrat écrit tenant compte des sujétions particulières inhérentes à un travail à l'étranger, dans l'Union européenne et hors de l'Union européenne.

◇ Modification du contrat

Toute modification de caractère individuel apportée à l'un des éléments ci-dessus fait préalablement l'objet d'une nouvelle notification écrite précisant le montant des nouveaux appointements, la nouvelle fonction, la position hiérarchique y afférente.

En cas de modification d'emploi, comportant déclassement, le cadre dispose d'un délai de réflexion d'un mois avant de faire connaître son acceptation ou son refus. A l'expiration de ce délai, si le cadre n'a pas répondu, il est